

Journal du Pakistan

N° 70 du 16.10.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

1 Dossiers

1-1 Normand Lester : Les élucubrations de Frum : Le Pakistan sera t-il ajouté sur la liste des pays constituant « l'axe du mal » ?

1-2 Shahid Javed Burki : Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan...

1-3 Paul Craig Roberts : Pakistan et le réseau Haqqani: la dernière menace orchestrée par l'Amérique et la fin de l'Histoire.

1-4 M. K. Bhadrakumar : Un sommet à Téhéran pour contrer les Etats-Unis ?

1-5 Michelle Obama, Joe Biden, Barack Obama et les Predators drone.

1-6 Farid Merrad : France: l'affaire Karachi s'est étendu à l'Arabie saoudite.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 A qui profite ces crimes... pensez- vous ?

3-3 Dana Priest et William M. Arkin : "Top secret america": aux Etats-Unis, un monde caché hors de tout contrôle.

4 Annexe

4-1 Guerres américaines au P-O en dix ans : 225 000 morts et 3700 milliards de \$.

:

1 Dossiers

1-1 Normand Lester : Les élucubrations de Frum : Le Pakistan sera t-il ajouté sur la liste des pays constituant « l'axe du mal » ?

David Frum est un juif sioniste néoconservateur, très proche des juifs sionistes extrémistes, rédacteur des discours de G.W.Bush et il fut très favorable à une attaque de l'Irak.

Dans sa chronique sur le site de CNN, David Frum suggère que les Etats-Unis cessent de faire la guerre en Afghanistan pour s'en prendre plutôt au Pakistan à l'origine, selon lui, du mal terroriste. Frum est un Canadien qui est parvenu à se faire accepter dans le cénacle des « penseurs » néoconservateurs américains. Il collabore aussi

au quotidien *likoudnik* de Toronto, *National Post*, où, lorsque l'occasion se présente, il se joint à la charge contre l'affirmation nationale du Québec.

En tant que rédacteur de discours de l'ignare George W. Bush, c'est lui qui a inventé l'expression absurde d'« axe du mal » pour réunir l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.

Mais la vérité et la réalité n'ont souvent rien à voir avec les élucubrations de Frum, un partisan inconditionnel de la domination américaine de la planète comme façon d'assurer la sécurité et la pérennité d'Israël.

Frum se demande donc sur CNN si l'exécution de ben Laden par des commandos américains ne rend pas l'intervention américaine en Afghanistan obsolète.

L'homme, qui a été l'un de ceux qui ont poussé Bush dans les guerres où il s'est enlisé, reproche maintenant au président Obama d'avoir aggravé le problème en augmentant les effectifs américains dans le pays!

Il déplore que les Etats-Unis ne puissent prendre des mesures énergiques contre le Pakistan parce que pratiquement tout le ravitaillement des armées américaines en Afghanistan arrive par convois à travers ce pays.

Frum affirme que la guerre d'Afghanistan ne peut pas être gagnée du fait que le Pakistan soutient en sous-main les « résistants », qu'il les finance, les approvisionne et donne sanctuaire à leurs chefs de son côté de la frontière. Il se trompe.

[On découvre combien cet analyste prétendument chevronné étouffe bien des vérités dérangeantes comme le comportement des services secrets américains en Afghanistan et même au Pakistan. Combien y a-t-il d'attentats au Pakistan sous "fausse bannière" ? Cela existe M. Frum !]

Frum pose des questions insidieuses pour inciter à une intervention militaire au Pakistan.[Il consolide le scénario farfelu qui nous fut servi à propos de la mort de Ben Laden.]

David Frum interroge: les généraux qui ont protégé ben Laden sont-ils les mêmes qui contrôlent la force nucléaire du Pakistan? Pourquoi la doctrine formulée par l'administration de George W. Bush et entérinée par Obama, « Ceux qui abritent des terroristes seront traités comme des terroristes eux-mêmes », ne s'applique-t-elle pas au Pakistan?

Le porte-voix de l'extrême droite américaine devrait savoir que la situation catastrophique des finances publiques des Etats-Unis leur enlève une grande partie de leur liberté d'action géostratégique.

Ce n'est vraiment pas le moment pour les Etats-Unis de s'engager dans une nouvelle guerre dans un pays de 175 millions d'habitants, qui possède l'arme nucléaire. Faire du Pakistan un ennemi ou même simplement le traiter de façon antipathique serait une erreur monumentale pour Washington. Islamabad se rapprocherait de Pékin [c'est déjà fait] dont il est l'allié depuis des décennies contre l'Inde. Toute interruption de l'aide américaine au Pakistan serait rapidement remplacée par des subsides chinois. Les Chinois, contrairement aux Américains, ont les moyens financiers de mener une politique étrangère de grande puissance.

Les Etats-Unis n'ont plus de tels moyens, en grande partie à cause des guerres déclenchées à l'instigation des néo-conservateurs comme Frum et des politiques financières toxiques défendues par les mêmes idéologues au profit de leurs amis de Wall Street.

Normand Lester

(Source: La chronique de Normand Lester)

14 mai

<http://sos-crise.over-blog.com/ext/http://liesidotorg.wordpress.com/2011/05/14/le-pakistan-sera-t-il-ajoute-sur-la-liste-des-pays-constituant-laxe-du-mal/>

1-2 Shahid Javed Burki : Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan...

Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan ont continué à se dégrader depuis l'exécution d'Oussama ben Laden par les services spéciaux américains, dans une villa confortable proche d'une des principales académies militaires du pays. Mais les représailles au coup par coup qui ont suivi le raid reflètent une méfiance et une suspicion plus profondément ancrées.

Le dernier épisode a porté sur les activités supposées du puissant service de renseignements de l'armée pakistanaise, l'Inter-Services Intelligence (ISI), sur le territoire des Etats-Unis. L'ISI est accusé de surveiller la diaspora pakistanaise et de financer des lobbyistes chargés d'influer sur les membres du Congrès américain. À vrai dire, ce n'est pas la première fois que les relations entre les deux pays sont sur une pente glissante. En 1965, après avoir aidé le Pakistan à développer son économie et sa puissance militaire, les Etats-Unis ont lâché le Pakistan après que celui-ci ait provoqué une guerre avec l'Inde en envoyant des « combattants pour la liberté » au Cachemire.

En 1989, à la suite du retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan, les Etats-Unis perdirent tout intérêt pour ce qu'ils qualifient aujourd'hui d'« Afpak » – l'Afghanistan-Pakistan. Les Américains commencèrent à revenir au Pakistan jusqu'à ce qu'en 1998, le gouvernement pakistanaise décide d'embrocher le pas à l'Inde en effectuant ses premiers tests nucléaires, une décision qui entraîna des sanctions de la part des Etats-Unis – et leur troisième retrait du Pakistan.

La situation était inchangée lors des attentats perpétrés par al-Qaïda, basé en Afghanistan, le 11 septembre 2001 sur le territoire américain. Après l'avertissement lancé par l'administration du président George W. Bush, « vous êtes avec nous ou contre nous », le chef d'État et général pakistanaise Pervez Musharraf décida de se rallier du côté des Américains. Il rompit les relations avec le régime des résistants en Afghanistan, qu'il avait pourtant contribué à installer au pouvoir cinq ans plus tôt, et autorisa les Etats-Unis à lancer des frappes aériennes contre l'Afghanistan à partir du sol pakistanaise.

Pendant plus d'une décennie, le Pakistan et les Etats-Unis furent des alliés proches. Le Pakistan laissa les Etats-Unis se servir de leurs bases aériennes pour lancer des attaques de drones sur les résistants en Afghanistan et dans le nord-ouest du Pakistan ; permit aux convois de passer par son territoire pour approvisionner les forces de l'Otan en Afghanistan, sans débouché sur la mer ; et avec moins d'enthousiasme que ne l'auraient souhaité les Etats-Unis, a lancé des opérations militaires contre les havres résistants sur les zones pakistanaises le long de la frontière poreuse avec l'Afghanistan.

En échange de cette aide, le Pakistan reçut une assistance économique et militaire généreuse. Selon le Congrès américain, le Pakistan bénéficia d'une aide s'élevant à 20 milliards de dollars entre 2001 et 2011. Le Congrès a en outre approuvé la loi Kerry-Lugar, qui prévoit d'accorder au Pakistan une aide économique à hauteur de 7,5 milliards de dollars entre 2009 et 2014. Les Etats-Unis ont également poussé le Fonds monétaire international à apporter une assistance financière d'urgence au Pakistan pour un montant de 11 milliards de dollars, dont les premiers versements ont commencé fin 2008.

Cette relation étroite a créé un « aléa moral » au Pakistan, où l'afflux intarissable de l'aide américaine a empêché le gouvernement et l'armée de s'attaquer avec urgence aux réformes économiques nécessaires ; un allié viendrait toujours à la rescousse pour pallier à la pénurie chronique de liquidités du pays. Jusqu'à présent, cet allié était les Etats-Unis, qui pourraient toutefois à nouveau se retirer du Pakistan pour la quatrième fois de l'histoire de cette relation mouvementée – une menace brandie pour plusieurs personnalités influentes du Congrès américain.

La dynamique qui a mené les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan à ce point pourrait bien remonter au 1er décembre 2009 lorsque le président Barack Obama, tout en annonçant l'envoi de forces armées supplémentaires en Afghanistan, a également précisé son intention d'entamer un retrait des troupes américaines de ce pays à partir de juillet 2011 – une volonté réitérée il y a deux mois. Cette évolution a alerté les Pakistanais au fait qu'avec le retrait imminent des troupes américaines, ils seraient seuls à combattre les résistants des deux côtés de la frontière avec l'Afghanistan. Le Pakistan aurait besoin pour cela de pouvoir compter sur l'aide de certaines des tribus pachtones afghanes avec lesquelles il avait noué des liens étroits à l'époque de la guerre contre l'Union soviétique.

Le groupe de Jalaluddin Haqqani, qui a trouvé refuge dans la zone tribale pakistanaise du Nord-Waziristan, était l'un des groupes d'opposants sur lequel le gouvernement pensait pouvoir compter pour promouvoir ses intérêts en Afghanistan. Mais le groupe Haqqani est également l'un des plus farouches opposants des Etats-Unis, qui ont demandé au Pakistan de le combattre. Le Pakistan a refusé. Et au plus fort de cette querelle, les Etats-Unis ont envoyé leurs forces spéciales abattre Ben Laden dans sa cachette au cœur du Pakistan, n'informant le gouvernement pakistanais qu'après les faits.

Embarrassée, l'armée pakistanaise a fait pression sur le gouvernement pour qu'il commence à se distancer des Etats-Unis. Après que l'identité du chef de l'antenne de la CIA au Pakistan ait été révélée (probablement par la hiérarchie militaire pakistanaise), les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils disposaient de preuves solides concernant l'assassinat d'un journaliste pakistanais influent par l'ISI.

Il est possible que cette fois-ci, la dissension entre les deux pays ne soit pas si facilement surmontée. Le Pakistan s'est tourné vers la Chine pour obtenir une aide économique et militaire, espérant sans doute avoir avec ce pays une relation moins volatile qu'avec les Etats-Unis. D'un côté, le Pakistan a proposé à la Chine d'investir dans l'amélioration des infrastructures et dans l'exploitation des vastes ressources minérales du pays. De l'autre, les Chinois ont été invités à développer le port de Gwadar sur la côte du Baloutchistan et de l'utiliser comme base pour leurs forces maritimes en pleine expansion.

Bien que la Chine n'ait pas répondu à ces ouvertures avec le même degré d'enthousiasme qu'elles ont été formulées, elle est sans doute tout à fait prête à combler le vide stratégique créé par le départ accéléré des Etats-Unis de l'Afpak. Un réalignement important des forces régionales est imminent, ou une nouvelle partie de l'ancien Grand Jeu en Asie.

Shahid Javed Burki

Copyright: Project Syndicate, 2011.

Traduit de l'anglais par Julia Gallin

<http://lecercle.lesechos.fr/node/36771>

1-3 Paul Craig Roberts : Pakistan et le réseau Haqqani: la dernière menace orchestrée par l'Amérique et la fin de l'Histoire.

Avez-vous déjà entendu parler des Haqqanis ? Non, je ne le pense pas. Tout comme Al Qaïda dont personne n'avait entendu parler avant le 11 Septembre, le "réseau Haqqani" sort de sa boîte juste au bon moment pour justifier de la prochaine guerre des Etats-Unis: au Pakistan.

La déclaration d'Obama qui a affirmé qu'il avait ordonné l'extermination du chef d'Al Qaïda Ben Laden a considérablement réduit la menace venant de cet homme de paille ayant si bien servi et pendant si longtemps. Une organisation terroriste qui laisse son chef désarmé et sans défense, comme un canard au milieu de l'étang, prêt pour l'assassinat en règle, n'est plus une organisation si formidable que cela. Il est temps de sortir du chapeau quelque chose de plus menaçant, quelque chose qui continuera de manière sûre la "guerre contre la terreur".

Maintenant, le pire ennemi de l'Amérique sont les Haqqanis. De plus, à l'encontre d'un Al Qaïda qui ne fut jamais lié à un pays à proprement parler, le réseau Haqqani, d'après l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major des armées états-unien, est un véritable "bras armé" du gouvernement pakistanais et de ses services de renseignement, l'ISI. Washington affirme que l'ISI a

ordonné a son réseau Haqqani d'attaquer l'ambassade américaine à Kaboul en Afghanistan ce 13 Septembre dernier ainsi que la base militaire américaine de la province du Wadak.

Le sénateur Lindsey Graham, membre du comité des forces armées et un des principaux va-t'en-guerre républicain a déclaré que "toutes les options étaient sur la table" et a assuré le Pentagone qu'il y avait un fort soutien bipartisan au congrès en faveur d'une attaque militaire américaine sur le Pakistan.

Alors que Washington a tué beaucoup de civils pakistanais avec ses drones et a forcé l'armée pakistanaise à chasser Al Qaïda a travers presque tout le Pakistan, ce qui a produit quelques dizaines de milliers de Pakistanais qui ont dû quitter les zones de recherche, le sénateur Graham dit avoir quelque chose de plus conséquent en vue.

Ainsi pense également le gouvernement pakistanais. Le premier ministre pakistanais Yousouf Raza Gilani a rappelé son ministre des affaires étrangères qui était en visite à Washington, pour une réunion d'urgence du gouvernement dont le sujet était l'évaluation d'une invasion américaine du Pakistan.

De son côté, Washington rassemble des raisons supplémentaires à ajouter à la nouvelle menace venant des Haqqanis et pour justifier d'une guerre au Pakistan: le Pakistan a un arsenal nucléaire et est politiquement instable, ainsi les armes nucléaires pourraient tomber en de mauvaises mains, de plus les Etats-Unis ne peuvent pas gagner en Afghanistan tant qu'ils n'ont pas éliminé les sanctuaires terroristes au Pakistan, bla, bla, bla, bla...

Washington a essayé de forcer le Pakistan à lancer une opération contre son propre peuple dans la province du nord du Waziristan. Le Pakistan a de très bonnes raisons de résister à cette demande. L'utilisation par Washington de la "nouvelle menace Haqqanis" comme un prétexte à l'invasion pourrait être la façon qu'à Washington de contrer la résistance du Pakistan à attaquer sa propre province du Waziristan, ou cela pourrait être, comme le disent quelques leaders pakistanais, et ce dont craint le gouvernement, un "drame" créé par Washington pour justifier d'un assaut sur un autre pays musulman.

A travers toutes ces années de servitude comme marionnette américaine, le gouvernement pakistanais n'a fait qu'amener cette situation sur lui-même. Les Pakistanais ont laissé les Américains acheter le gouvernement pakistanais, entraîner et équiper son armée et laisser établir une vitrine de la CIA avec leur service de renseignement. Un gouvernement si dépendant de Washington ne peut pas dire grand chose lorsque Washington commence à violer sa souveraineté, à envoyer ses drones et ses forces spéciales pour tuer de soi-disant Al Qaïda, mais de manière générale, des femmes, des enfants et des fermiers.

Incapable de maîtriser après une décennie un petit groupe de combattants Talibans en Afghanistan, Washington a transféré la responsabilité de son échec militaire sur le Pakistan, tout comme elle blâme la longue guerre d'Irak sur le soi-disant soutien de l'Iran à la résistance irakienne à l'occupation américaine.

Quelques analystes très efficaces, que vous n'entendrez jamais dans les médias de masse, disent que le complexe militaro-industriel et de sécurité américain et leurs prostitués néoconservateurs sont en train d'orchestrer la 3ème guerre mondiale avant que la Russie et la Chine ne soient totalement préparés. Comme résultante de l'oppression communiste, un pourcentage non négligeable de la population russe se trouve dans l'orbite américaine. Les Russes font plus confiance à Washington qu'ils ne le font en Poutine; les Chinois sont trop occupés à gérer les périls de leur croissance économique très rapide pour préparer la guerre et ils sont loin derrière la menace.

La guerre quoi qu'il en soit, est l'essence même des profits du complexe militaro-industriel et de sécurité et la guerre est la méthode choisie par les néoconservateurs pour arriver à leur but de l'hégémonie mondiale américaine.

Le Pakistan a des frontières avec la Chine et des parties de l'ancien empire soviétique, dans lesquelles les Etats-Unis ont maintenant des bases militaires, sur les frontières russes. Une guerre états-unienne contre le Pakistan et son occupation a de grandes chances de réveiller les somnolents russes et chinois. Comme tous deux possèdent des missiles nucléaires intercontinentaux (ICBM), le résultat de la veulerie du complexe militaro-industriel pour le profit pourrait bien être l'extinction de toute vie sur la planète.

Les patriotes et les super-patriotes qui tombent toujours dans les pièges de des agendas du complexe militaro-industriel et de ses néoconservateurs agitant leurs drapeaux sont en train de surenchérir sur la possibilité de la "fin des temps", qui est tant désirée par le ravissement évangéliste, leur permettant de flotter vers le paradis tandis que le reste d'entre nous mourra sur Terre.

Ce n'est pas ce que le président Reagan avait espéré en œuvrant pour la fin de la guerre froide.

Article original en anglais : [Pakistan and "The Haqqani Network" : The Latest Orchestrated Threat to America and The End of History](#)

Traduction : *Résistance 71*

Paul Craig Roberts est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

1-4 M. K. Bhadrakumar : Un sommet à Téhéran pour contrer les Etats-Unis ?

Quasi-proportionnellement à l'effondrement des liens entre Washington et ses alliés à Kaboul et Islamabad, l'Iran a intensifié ses activités politiques et diplomatiques autour du problème afghan et de la situation régionale.

Téhéran estime que les relations entre les États-Unis et les gouvernements afghan et pakistanais ont subi un sérieux revers et qu'un prompt rétablissement est peu probable.

Ainsi, une fenêtre d'opportunité s'est ouverte à Téhéran pour faire reculer l'emprise des Etats-Unis pendant dix ans sur la géopolitique de la région. Téhéran est déterminé à ne pas manquer l'occasion.

L'objectif immédiat est en quelque sorte de torpiller les plans des Etats-Unis visant à établir des bases militaires en Afghanistan et à s'étendre dans la région stratégiquement vitale d'Asie centrale, tout en débordant l'Iran à l'Est. La poussée politique et diplomatique iranienne arrive à un moment où les divergences américano-afghanes sont apparues au cours des négociations qui ont récemment été dévoilées au public.

Mais Téhéran considère également que cette partie comporte des enjeux élevés, avec des ramifications beaucoup plus large que la simple question de contrarier les plans américains d'établir des bases militaires [en Afghanistan]. Téhéran aura pour objectif de disperser le cordon de l'alliance américano-saoudo-israélienne dans le sillage des bouleversements au Proche-Orient.

Après tout, l'Afghanistan devient partie intégrante du « Grand Moyen-Orient », le Pakistan est un allié de longue date des États-Unis et de l'Arabie Saoudite et l'ensemble de ces trois pays – l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan – devient une plaque tournante stratégique d'une importance immense pour la géopolitique d'une vaste région s'étendant du Levant à la vallée de Ferghana.

Pour s'en assurer, l'objectif de Téhéran consistera à forger l'unité régionale avec Kaboul et Islamabad sur la base de leurs préoccupations et intérêts communs vis-à-vis de la politique américaine régionale.

Cette semaine, les efforts iraniens recevront un encouragement avec la visite à Téhéran du président pakistanais Asif Ali Zardari et du président [afghan] Hamid Karzaï, qui participeront à la conférence internationale sur le terrorisme à l'invitation du président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Cette conférence est programmée les 25 et 26 juin, mais Zardari arrive ce jeudi pour une visite de deux jours.

Le fait que Zardari et Karzaï assistent à une conférence sur le terrorisme organisée par l'Iran, à ce moment précis, est en soi un indicateur significatif de la manière dont le vent souffle actuellement sur la politique régionale. Le gouvernement saoudien aurait effectué une démarche diplomatique auprès du Pakistan, suggérant qu'il doive ignorer la conférence de Téhéran et, à la place, participer à un conclave similaire sur le terrorisme qu'il propose de convoquer prochainement à Riyad.

Les États-Unis seront aussi très mécontents de la décision de Karzaï d'être aux côtés de l'Iran, en ce moment, sur la « guerre contre le terrorisme ». Cela démolit l'allégation des États-Unis selon laquelle l'Iran fomente le terrorisme. Zardari emmène avec lui une délégation de ministres, qui comprend le ministre de l'Intérieur Rehman Malik, le ministre du Pétrole et des Ressources naturelles Asim Hussain et le ministre de l'Eau et de l'Énergie Syed Naveed Qamar.

Les médias iraniens ont indiqué que Zardari s'exprimera sur le projet de gazoduc irano-pakistanaï, auquel s'opposent fortement les États-Unis, et qu'une « étape décisive pour l'exécution de ce projet qui a déjà été retardé » peut être espérée lors de sa visite. L'Iran a déjà achevé la construction de 1.000 kilomètres de ce gazoduc sur les 1.100 km prévus sur le sol iranien. L'Iran a également proposé qu'un réseau de transport d'électricité soit construit à côté du gazoduc, reliant le réseau d'électricité de l'Iran avec celui du Pakistan. Par ailleurs, l'Iran a proposé de vendre 1.000 mégawatts/heures d'électricité au Pakistan à un taux subventionné.

« Tentatives de contournement »

Téhéran fait une tentative acharnée pour donner une nouvelle dynamique à ses relations bilatérales avec le Pakistan. Téhéran a traditionnellement nourri un sentiment de frustration envers l'alliance américano-pakistanaïse. Ahmadinejad a récemment déclaré que Téhéran est en possession de « preuves spécifiques » pour dire que les USA projettent de saisir les armes nucléaires du Pakistan.

En effet, compte tenu de la présence militaire américaine et du soutien américain au groupe terroriste Djundallah, qui fomente la violence dans la région du Sistan-Baloutchistan en Iran oriental bordant le Pakistan, les services de renseignements iraniens sont très actifs en Afghanistan et au Pakistan. Téhéran a un mécanisme de partage du renseignement au niveau bilatéral avec le Pakistan et il est pratiquement certain que Malik discutera des voies et des moyens pour renforcer cet arrangement. Le Pakistan peut aider l'Iran à contrer le Djundallah, tandis que l'Iran peut partager des renseignements concernant les activités secrètes des États-Unis sur le sol pakistanaïse.

L'Iran semble partager l'estimation de la Russie et de la Chine, selon laquelle la politique étrangère pakistanaïse est en cours de correction pour réduire la dépendance politique, économique et militaire d'Islamabad sur les États-Unis.

De même, Téhéran prend en compte que les USA tiennent à la fois Islamabad et Kaboul à distance dans leurs négociations avec les résistants et adopte une méthode de partage des informations avec pour principe de ne les divulguer qu'à ces partenaires clés.

Samedi dernier, Karzaï s'est servi d'un discours à la nation pour fustiger les États-Unis et est allé jusqu'à exposer que les États-Unis sont déjà en pourparlers directs avec les Résistants. Fait révélateur, le Pakistan a rapidement fait comme Karzaï et a entrepris, lundi, une forte démarche à ce même égard auprès des Américains.

De hauts responsables pakistanaïses auraient fait part de leurs préoccupations au Représentant spécial adjoint Frank Ruggiero, en visite, à propos des « tentatives de Washington de contourner » Islamabad et de maintenir délibérément le Pakistan à distance dans ses efforts pour rechercher un accord de paix avec les Résistants avant le retrait progressif d'Afghanistan. Le communiqué publié par le ministère pakistanaïse des Affaires étrangères, après les discussions entre le ministre d'État des Affaires étrangères Hina Rabbani Khar et Ruggiero, qui se sont tenues à Islamabad lundi, disait : « *Le ministre a souligné l'importance de la clarté et de la cohérence stratégique, de même que la transparence, afin de favoriser le peuple afghan et le gouvernement afghan dans le processus de paix et de réconciliation.* »

Le journal pakistanaïse Tribune a cité un diplomate pakistanaïse, en poste à Kaboul, alléguant qu'Islamabad est maintenu dans l'obscurité par les États-Unis sur ses récents contacts avec les Résistants. « *Nous savons bien que certaines réunions ont eu lieu entre les responsables américains et les Résistants afghans, en Allemagne et au Qatar. Il semble que le Pakistan soit délibérément maintenu à l'écart par les États-Unis afin de minimiser notre rôle dans la future donne politique en Afghanistan* », a-t-il insisté.

Une fois encore, le journal Dawn a cité sans le nommer l'un des responsables pakistanaïses qui aurait dit, « *D'un côté, ils [les Américains] parlent de l'aide du Mollah Omar, mais de l'autre, ce dirigeant Taliban est sur la liste des cinq hommes qu'ils [les Américains] veulent éliminer* », demandant sur un ton acerbe s'il pouvait y avoir également un espace dans le dialogue politique des États-Unis pour le réseau Haqqani.

Cependant, ce serait un jugement hâtif que de conclure qu'Ismaïlahabad et Kaboul sont en train de coordonner leur opposition aux États-Unis. La relation afghano-pakistanaise reste très problématique, le déficit de confiance est important et une amélioration radicale dans le climat de leurs relations s'est avérée hors d'atteinte.

En fait, les escarmouches aux frontières ont augmenté en fréquence. Dans quelle mesure les États-Unis et l'OTAN alimentent ces tensions, dans le cadre de l'effort concerté à « *mettre la pression* » sur le Pakistan, n'est pas clair. Manifestement, une rencontre authentique des esprits entre Karzaï et Ismaïlahabad ne peut se concrétiser tant que ces tensions souterraines continuent d'éclater sur la région frontalière afghane, impliquant l'armée pakistanaise et les forces afghanes.

Peut-être Téhéran peut-il donner un coup de main pour régler ces tensions. Pour s'en assurer, l'Iran a un grand intérêt à ce stade à amener l'Afghanistan et le Pakistan à se rapprocher dans une relation téléologique de travail.

Le ministre iranien de la Défense, Ahmed Vahidi, qui s'est rendu à Kaboul la semaine dernière, a eu une réunion de fond avec l'ancien homme fort de l'Alliance du Nord et actuel vice-président, Mohammed Fahim. Vahidi a dit à Fahim, « *La grande et courageuse nation d'Afghanistan est capable d'établir sa sécurité de la meilleure façon possible sans l'interférence des forces trans-régionales [comprendre : les USA et l'OTAN].* »

Vahidi a dit à son homologue iranien, Abdulrahim Wardak, « *Leur présence [les États-Unis] fait obstacle à la matérialisation de la volonté de la grande nation afghane, résolue et qui travaille dur, et provoquera la discorde, la tension et l'insécurité et gaspillera le capital du pays.* »

Wardak et Vahidi ont signé un document relatif à la coopération bilatérale en matière de sécurité. Fait intéressant, lors de la cérémonie de signature, Wardak a réagi ainsi : « *Etant donné les menaces et les défis auxquels la région est confrontée, nous croyons qu'une défense commune et une coopération en matière de sécurité entre l'Iran et l'Afghanistan sont très importantes pour établir la paix et la sécurité dans la région.* » Wardak a également dit, d'un air sous-entendu, que l'Afghanistan essaiera, à ce stade, d'accroître ses liens en matière de défense et de sécurité avec l'Iran, afin de « *remplir nos objectifs de sécurité communs dans la région. Nous croyons que l'expansion de la coopération en matière de défense commune et de sécurité avec l'Iran est dans nos intérêts.* »

La ligne de faille pachtoune

À son retour à Téhéran dimanche, Vahidi a déclaré que les efforts américains pour établir des bases en Afghanistan font partie de leur plan visant à imposer un « *système hégémonique* » sur la région, « *mais tous les pays et tous les peuples de la région sont opposés à ce complot. La présence des forces étrangères dans la région, en particulier les troupes américaines, est très nocif et représente une violation flagrante de la souveraineté nationale des pays de la région et compromet leur sécurité.* » Fait intéressant, il a ajouté, « *Autant que nous le savons, la grande nation afghane n'est pas d'accord avec l'installation de bases militaires américaines, et il est naturel que les responsables du pays, qui suivent leur peuple, n'approuvent pas de tels plans.* » Dans une allusion voilée au Pakistan, Vahidi a déclaré que les pays de la région sont également opposés à la présence de troupes étrangères dans un pays voisin, car « *les pays extra-régionaux cherchent effectivement à entraver les progrès des pays islamiques* ».

Téhéran prendrait en compte l'impression qui prévaut dans la région que les États-Unis et la Grande-Bretagne travaillent sur ce que l'on appelle le « *plan Blackwill* » - qui tire son nom de Robert Blackwill, un responsable américain qui a servi dans le Conseil à la Sécurité Nationale de George W. Bush - qui a d'abord soutenu que la meilleure solution afghane est de réaliser une partition de ce pays, le long de la principale ligne de faille ethnique pachtoune.

Ce plan laissait entendre que les États-Unis devraient quitter les provinces du sud et du sud-est de l'Afghanistan et laisser la loi des Résistants être rétablie dans ces provinces, et, à la place, transférer leurs troupes vers le havre sûr de la région nord, habitée par les tribus non-pachtounes qui sont amicales, d'où ils pourraient poursuivre efficacement leurs opérations de contre-insurrection au moyen de leurs forces spéciales et/ou de l'utilisation de leur puissance aérienne.

Les manœuvres entreprises par les États-Unis et leurs alliés d'engager des pourparlers directs avec les Résistants (sans impliquer ni l'Afghanistan ni le Pakistan), de même que la décision de supprimer progressivement les sanctions contre ces chefs Résistants sélectionnés qui sont prêts à faire des compromis, concorde avec les objectifs du plan Blackwill.

Les États-Unis ont pour objectif de persuader les Résistants à renoncer à leur opposition tranchante à la présence militaire à long terme US-OTAN dans l'Hindou-Kouch.

Les Résistants espèrent récupérer leurs bastions perdus dans les régions à domination pachtoune du sud et du sud-est de l'Afghanistan. Gardant cela à l'esprit, au cours des deux dernières années, les États-Unis ont dépensé des sommes énormes pour rénover ou reconstruire des bases dans les régions non pachtounes de l'Afghanistan, afin de les aligner sur les normes et les conditions de vie occidentales.

Le retrait des États-Unis qui débute en juillet concerne essentiellement les 30.000 soldats qui ont été incorporés l'année dernière pour le « *surge* » [la montée en puissance]. Les responsables américains et de l'OTAN ont récemment commencé à laisser entendre qu'il ne faut pas s'attendre, dans l'immédiat, au départ des troupes occidentales de la région.

Ce qui est particulièrement remarquable dans ce contexte est le rôle joué par l'Allemagne dans la mise en place des pourparlers de paix entre les États-Unis et les Résistants. Der Spiegel a rapporté en premier que plusieurs réunions ont eu lieu en Allemagne entre un assistant clé du Mollah Omar et des officiels américains. Dimanche dernier, dans une interview télévisée aux États-Unis, Robert Gates, le Secrétaire à la Défense a confirmé que de telles réunions avaient eu lieu.

Les forces allemandes occupent la région de l'Amou-Daria, qui chevauche le refuge sûr dont Blackwill a donné un aperçu pour le transfert des troupes américaines sur une base à long terme. Les forces allemandes ont lancé une vigoureuse campagne anti-insurrectionnelle dans la région Nord, ces derniers mois, en vue de l'assainir, et cette campagne, à son tour, a donné lieu à des attaques de représailles par les résistants. Les opérations allemandes semblent répondre au plan Blackwill. Les Allemands ont travaillé dur pour développer de bonnes relations de travail avec le gouvernement ouzbek à Tachkent et utilisent abondamment la base militaire de Termez, qui était autrefois la plus grande base soviétique en Asie centrale, comme base d'approvisionnement pour les opérations dans la région Nord. De nouvelles lignes ferroviaires sont en construction pour

relier Mazar-i-Sharif à Termez dans l'Amou-Daria, qui permettra de relier l'Afghanistan avec le réseau ferroviaire de l'ère soviétique qui va jusqu'à Berlin.

Les Allemands ont aussi puisé dans leurs liens stratégiques en expansion avec la Russie pour développer systématiquement une route de transit passant par le territoire russe, qui leur permet d'acheminer des fournitures en Afghanistan via Termez. La route russe menant à Termez permet aux forces de l'OTAN de réduire radicalement leur dépendance sur les deux routes pakistanaïses. La Russie a récemment permis que même des armes et des munitions soient transportées par cet itinéraire. (Ces liens de communication pourront finir par devenir la nouvelle Route de la soie.)

Le plan Blackwill détient le potentiel dangereux de faire voler en éclat la nation afghane. L'Afghanistan a été historiquement maintenu uni par les liens ténus de l'appartenance à une même nation. Le régionalisme et le caractère ethnique continuent de poser des défis à l'unité nationale.

Si l'unité afghane devient sérieusement menacée, les conséquences seront extrêmement graves pour le Pakistan. Ce ne sera qu'une question de temps avant que ce qui restera des Pachtounes ne se déverse sur la Ligne Durand [1] et ne déstabilise le Pakistan. Toute accentuation des lignes de faille ethniques ou renforcement des identités ethniques dans l'Afghanistan voisin et, à son tour, au Pakistan aurait de graves répercussions négatives pour l'Iran (et les pays d'Asie centrale).

Bien évidemment, les États-Unis surestiment leur capacité à réaliser leur « grande stratégie ». Le chef de l'armée pakistanaïse, Parvez Kiani, a déclaré de façon plutôt abrupte à une délégation allemande en visite à Rawalpindi, lundi, que la stabilité du Pakistan sera sa première priorité.

En somme, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran ont un intérêt existentiel à contrecarrer le plan de paix anglo-américain consistant à négocier directement avec les Résistants dans leur dos. C'est précisément pourquoi ces trois pays penchent fortement pour un véritable processus de paix autochtone « menés par les Afghans ». Autrement dit, un réalignement de la relation à trois entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran sera dans l'intérêt de la stabilité régionale.

Les récentes visites des dirigeants pakistanaïses à Moscou et à Pékin ont été suivies par les propos que Zardari a tenus cette semaine à Téhéran. L'Iran a basculé dans un mode proactif vis-à-vis de la situation afghane, remisant son approche sobre et réservée. Pour sa part, Hamid Karzaï défie également les États-Unis sur le plan stratégique en renforçant ses liens avec Téhéran.

La façon dont ces tendances naissantes se déroulent vaut la peine d'être examinée attentivement. Elles sont à replacer dans le contexte régional plus large qui révèle plusieurs courants : le « dégel » des relations russo-pakistanaïses ; le « retour » de la Russie en Afghanistan ; les aspirations de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) à jouer un rôle formateur en Afghanistan dans le scénario post-2014 ; le processus de dialogue indo-pakistanaïse ; la poursuite par l'Inde d'une politique indépendante afghane avec un accent sur les rapports avec le gouvernement de Karzaï ; l'intérêt croissant de la Chine pour contribuer à un règlement en Afghanistan ; et, enfin, le commencement d'un processus qui pourrait conduire l'Inde et le Pakistan à adhérer à l'OCS.

Quelques heures après l'annonce d'Obama, mercredi, sur le retrait des troupes en Afghanistan, Zardari se rendra à Téhéran pour converser avec Ahmadinejad ; deux jours plus tard, Karzaï arrivera aussi dans la capitale iranienne. Rien ne fait ressortir plus vivement l'inclinaison extraordinaire dans la politique régionale.

Note :

[1] La ligne Durand est le nom donné à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, établie le 12 novembre 1893 par un accord entre l'émir Abdur Rahman Khan et sir Mortimer Durand pour l'Empire britannique. Elle divise artificiellement des tribus pachtounes qui partagent la même langue et la même organisation sociale.

Par M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online,

le 23 juin 2011

article original : "A summit in Tehran trumps the US "

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Copyright 2011 - Asia Times Online /

Traduction [JFG-QuestionsCritiques].

ilmanifesto.it

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Le 19 juillet 2011

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Iran_conference_internationale_sur_le_terrorisme_e_Afghanistan_Karzaï_Pakistan_220611.htm

1-5 Michelle Obama, Joe Biden, Barack Obama et les Predators drone.

« I robot killer 1[1][1] dell'impero »

De menaçants rapaces high-tech volent jour et nuit au-dessus de l'Afghanistan, du Pakistan, Irak, Yémen, Somalie, Libye et d'autres pays. L'espèce la plus répandue est celle des Prédateurs, drones dotés de vidéo caméras et senseurs à infrarouge, ces yeux par lesquels les opérateurs les télécommandent depuis une base aux États-Unis, à plus de 10.000 Kms de distance. Une fois la proie repérée, elle est attaquée avec des missiles « Feu de l'enfer ». Le Prédateur de dernière génération, dénommé Broyeur (de vies humaines évidemment), peut en transporter 14. Ces drones et quelques autres sont en train de proliférer rapidement : le Pentagone, qui en avait une cinquantaine il y a dix ans, en possède aujourd'hui plus de 7.000. La U.S. Air Force est en train d'entraîner davantage de « pilotes à distance » pour ses drones que de pilotes de chasseurs bombardiers. Et, sur

les drones de guerre, misent non seulement les Etats-Unis mais toutes les plus grandes puissances. L'Italie aussi utilise en Afghanistan (et peut-être même en Libye) des drones prédateurs, télécommandés depuis la base d'Amendola dans les Pouilles. Grâce aux milliards de dollars destinés à la recherche et au développement, l'espèce évolue rapidement. On expérimente à présent des drones spatiaux, comme l'X-37B de la U.S. Air Force : complètement robotisé, il est en mesure de rentrer à la base après sa mission. Il peut détruire des satellites adversaires (pour aveugler l'ennemi avant l'attaque) ; il peut lancer depuis l'espace les « dards de Dieu », qui ont l'impact cinétique d'un météorite ; il peut, aussi, lancer depuis l'espace des ogives nucléaires. Dans la base aérienne de Wright-Patterson (Ohio) on est en train d'expérimenter des drones miniaturisés, qui reproduisent le vol d'oiseaux et d'insectes, battements d'ailes compris. Dans les futurs scénarios guerriers sont prévus des essaims de drones-insectes qui, diffusés sur un territoire, espionnent partout et sont capables aussi de tuer. On expérimente aussi, en même temps, en particulier à Fort Benning aux Usa, des robots terrestres de combat. Parmi ceux-ci le « Gladiateur », un véhicule à chenille de plus d'une tonne doté de mitrailleuses et autres armes, qui tirent sur des objectifs repérés par les télé-caméras. Pour les combats en zone urbaine surtout, est désormais prêt à l'emploi un petit robot à chenille armé de mitrailleuses, qui tirent quand ses cinq télé-caméras (capables aussi de vision nocturne) repèrent une silhouette humaine. Il a déjà été expérimenté avec succès en Irak, tandis qu'un modèle analogue est utilisé en Israël le long de la frontière avec Gaza. Dans le cadre du programme « Futur système de combat » (coût 200 milliards de dollars), le Pentagone prévoit de remplacer d'ici 2015 un tiers des véhicules blindés avec équipage, en leur substituant des robots de combat.

La façon de faire la guerre est donc en train de changer : les Etats-Unis et les autres grandes puissances utilisent leur supériorité technologique pour imposer leur domination avec une armée de drones et robots de combat, qui réduisent les risques pour les militaires. Mais la guerre robotisée facilite l'extension des opérations militaires et accroît le nombre de victimes civiles. On peut se demander alors qui sont vraiment les robots. Non pas les machines, mais ceux qui suivent la voie de la guerre (en faisant sa promotion, en la justifiant ou en l'acceptant sans discussion). Ils marchent comme des automates, vers le précipice.

Michelle Obama, Joe Biden, Barack Obama et les Predators drone.

source : <http://sadhillnews.com/2011/05/20/happy-60th-day-of-kinetic-military-action-in-libya-r-i-p-war-powers-act/obama-biden-predator-drone-missile-libya-barack-joe-michelle-sad-hill-news-6>

Edition de mardi 19 juillet 2011 de **il manifesto** : « I robot killer 1[1][1] dell'impero »

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est géographe et journaliste au quotidien italien il manifesto.

1[1][1] Tueurs, NdT.

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Manlio Dinucci publiés par Mondialisation.ca](#)

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110719/manip2pg/14/manip2pz/306979/>

1-6 Farid Merrad : France: l'affaire Karachi s'est étendu à l'Arabie saoudite.

On détiendrait, en effet, un document permettant de "faire le lien entre la signature d'un contrat d'armement avec l'Arabie saoudite, en 1994, et le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur", selon la radio. Il s'agit d'un échéancier de paiement concernant le contrat "Sawari II", dans lequel, la France s'engageait à livrer des frégates aux Saoudiens, dans un délai de deux ans.

Le prix: 18 milliards de francs (2,7 milliards d'euros).

Or, le ministère de la Défense aurait, d'abord, réclamé un acompte de 10 millions de francs (1,5 millions d'euros), à verser, impérativement, avant le 31 mars 1995 – soit, peu avant le premier tour de l'élection présidentielle. Acompte, effectivement, versé, le 26 avril, par l'Arabie saoudite, selon France Info, qui affirme que le juge a vérifié cette information.

Or, à cette même date, la même somme, peu ou prou, a été versée en espèces au "Crédit du Nord", sur le compte de l'Aficeb, l'Association pour le financement de la campagne d'Edouard Balladur.

Farid Merrad

<http://french.irib.ir/info/international/item/144681-france-laffaire-karachi-sest-etendu-a-larabie-saoudite>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes.

Lorsqu'ils ont bombardé la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, El Salvador et le Nicaragua, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Chine, le Guatemala, l'Indonésie, Cuba et le Congo, je n'ai rien dit, je n'étais pas au courant.

Lorsqu'ils ont bombardé le Liban et la Grenade, je n'ai rien dit, je n'y comprenais rien.

Lorsqu'ils ont bombardé le Panama, je n'ai rien dit, je n'étais pas un trafiquant de drogue.

Lorsqu'ils ont bombardé l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et le Yémen, je n'ai rien dit, je n'étais pas un terroriste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Yougoslavie et la Libye pour des raisons « humanitaires » je n'ai rien dit, cela avait l'air d'être une bonne raison.

Quand ils sont venus me bombarder, il n'y avait plus personne pour me défendre. Aucune importance, puisque j'étais mort.
(1)

Les Cibles

C'est devenu un cliché que d'accuser les Etats-Unis de choisir comme cibles les gens de couleur, ceux du tiers-monde ou les musulmans. Mais il ne faut pas oublier qu'une des plus longues campagnes de bombardement américaines féroces des temps modernes – pendant 78 jours consécutifs – fut menée contre les habitants de l'ex-Yougoslavie : blancs, européens et chrétiens. Les Etats-Unis sont pour l'égalité des chances, lorsqu'il s'agit de bombarder. Les seules conditions requises pour devenir une cible sont :

- a) constituer un obstacle - n'importe lequel – à la volonté de l'Empire Américain ;
- b) être virtuellement sans défense contre les bombardements aériens.

Les Survivants

« Nous ne voyons jamais le feu et la fumée, nous ne sentons jamais l'odeur du sang, nous ne croisons jamais les regards terrorisés des enfants dont les cauchemars seront désormais hantés par des missiles hurlants tirés par les terroristes invisibles, connus sous le nom d'Américains » (2)

La NASA a annoncé une nouvelle mission spectaculaire, le lancement d'une fusée qui voyagera pendant 4 ans pour se poser sur une astéroïde où elle prélèvera un peu de poussière de la surface et ramènera sa précieuse cargaison sur la Terre, où des scientifiques l'examineront pour trouver des indices sur les origines de la vie. Une véritable histoire de science-fiction. Cela dit, à titre personnel je considérerais comme une prouesse bien plus grande pour l'humanité la possibilité de mettre fin à tous les bombardement américains et à toutes leurs guerres, et inculquer un peu d'humilité à la Sainte Trinité – les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN – qui ne reconnaissent aucun pouvoir supérieur et qui croient qu'ils ont littéralement le droit de faire partout dans le monde ce qu'ils veulent, à qui ils veulent, aussi longtemps qu'ils le veulent, et de qualifier leur action d'un nom choisi au hasard, « humanitaire » par exemple.

La chute de l'Empire Américain offrirait un nouveau départ pour le peuple américain et le monde qui souffrent depuis si longtemps.

Notes :

(1) [Full list of US bombings since World War 2](#)

(2) Martin Kelly, publisher of a nonviolence website

Traduction "fermez les yeux et répétez après moi : le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse... le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse..." par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

5 juin 2011

Source : [Le Grand Soir](#)

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

3-1 A qui profite ces crimes... pensez- vous ?

?19/8

Au moins 50 personnes ont été tuées et 75 autres blessées dans un attentat contre une mosquée de la ceinture tribale du Pakistan, où quelque 300 fidèles étaient réunis, pour la prière du vendredi, a annoncé le responsable local, Iqbal Khan. Cet attentat est le premier attentat de cette importance au Pakistan depuis le début du mois sacré de ramadan. Il a frappé le village de Ghundi, dans la région tribale de Khyber proche de la frontière afghane, longtemps bastion des résistants et où l'armée a mené de nombreuses opérations mais avec un succès limité. La région de Khyber est également un secteur important pour les forces américaines et l'OTAN, car c'est par là que transite une bonne partie des matériels à destination des forces étrangères en Afghanistan.

IRIB

<http://french.irib.ir/info/international/item/137140-pakistan-50-personnes-tuees-dans-une-explosion>

3-3 Dana Priest et William M. Arkin : "Top secret america": aux Etats-Unis, un monde caché hors de tout contrôle.

L'éventuelle prolongation de la présence des troupes US en Irak, l'envergure de l'ambassade américaine en Irak, qui ne comportera pas moins de 16 000 personnes (!) au statut flou, l'immense pouvoir occulte délégué à une organisation telle que le JSOC (*Joint Special Operations Command*), comme exposé ci-dessous dans un article paru dans le *Washington Post*, laissent planer des doutes sur la capacité de l'Irak à assurer sa souveraineté et son indépendance.

Les drones militaires et les forces paramilitaires de la CIA ont tué des dizaines de chefs d'Al-Qaïda et des milliers de ses soldats. Mais, il existe une autre organisation mystérieuse qui, elle aussi, a éliminé encore plus d'ennemis des Etats-Unis au cours de la décade qui a suivi le 11 septembre.

Les agents de la CIA ont emprisonné et interrogé près d'une centaine de terroristes présumés dans leurs prisons secrètes éparpillées dans le monde mais les hommes de cette autre organisation en ont interrogé dix fois plus dans des prisons qu'elle seule contrôle en Irak et en Afghanistan.

Depuis les attaques du 11 septembre, ce groupe d'hommes (*et quelques femmes*), a été multiplié par dix tout en maintenant un degré de clandestinité sans aucune mesure avec celle de la CIA. « *Nous sommes la matière noire, nous sommes la force qui ordonne l'univers mais on ne peut nous voir* ». C'est en ces termes qu'un homme de SEAL Marine (*initiales pour mer, air et terre*) décrit son unité sous couvert d'anonymat.

Choisir les individus à mettre sur sa liste de cibles et les tuer plutôt que de les capturer

Les SEALs font partie du Commandement des Opérations Spéciales de l'armée américaine connu sous l'acronyme de JSOC (*Joint Special Operations Command*), qui, d'une petite équipe de sauvetage d'otages est devenue une armée secrète. Quand des membres de cette force d'élite a tué Ossama ben Laden, en mai dernier, au Pakistan, les chefs ont célébré non seulement le succès de l'opération, mais le fait que peu de gens connaissaient leur commandement, basé à Fayetteville, NC. Peu d'informations ont circulé, jusqu'à présent, dans le public sur cette organisation.

Deux présidents et trois secrétaires d'Etat ont assez souvent demandé au JSOC de monter des missions de contre espionnage et des raids mortels en Irak et en Afghanistan mais aussi dans des pays avec lesquels les Etats-Unis n'étaient pas en guerre, notamment, le Yémen, le Pakistan, la Somalie, les Philippines, le Nigeria et la Syrie. « *La CIA n'a ni la taille ni l'autorité pour faire ce que nous pouvons faire* » dit-on chez les JSOC.

Le président a, aussi, conféré au JSOC le pouvoir de choisir les individus à mettre sur sa liste de cibles – et de les tuer plutôt que de les capturer. Des critiques ont dénoncé cette chasse à l'homme individuelle, la considérant comme un assassinat, une méthode interdite par la loi américaine. Cette liste n'est en rien rattachée à une liste similaire de la CIA, mais qui comporte moins de noms.

Créée en 1980, mais réinventée ces dernières années, le JSOC est passé de 1800 personnes avant le 11 septembre à 25000, nombre qui fluctue en fonction des missions. Elle a son propre service de renseignement, ses propres drones, et avions de reconnaissance, même ses propres satellites. Elle a aussi ses propres cyber-guerriers, qui, en septembre 2008, ont fermé tous les sites des djihadistes qu'ils connaissaient. Le secret est la marque de fabrique de cette unité ; quand ses membres travaillent au sein d'agences ou ambassades US, à l'étranger, ils se dispensent de porter l'uniforme, ou tout autre nom ou grade, au combat... Le JSOC prend ses ordres directement du Président ou du Secrétaire à la Défense et est dirigé et sous le contrôle d'un commandement strictement militaire.

Sous le Président Bush, les opérations du JSOC étaient rarement soumises au regard du Congrès, ni avant ni après d'ailleurs car les conseillers du gouvernement considéraient leurs activités comme « des activités militaires traditionnelles ». Obama a adopté exactement la même position mais il a insisté pour que les opérations sensibles du JSOC soient présentées à un comité du Congrès spécialement sélectionné.

Force létale

La première mission du JSOC en 1980, l'Opération Griffes de l'Aigle (*Eagle Claw*) consistait en une mission de sauvetage des diplomates retenus en otages par les étudiants iraniens à l'ambassade US à Téhéran et s'est terminée par une collision dans le désert et la mort de huit des membres de l'équipe. L'extrême « *discretion* » de l'unité engendrait la méfiance des chefs militaires traditionnels et on n'y eut plus recours.

Le Secrétaire à la Défense, Ronald Rumsfeld, se gaussant de ce que la CIA avait pénétré la première en Afghanistan et frustré de la lenteur de l'armée, a insufflé une nouvelle vie à l'organisation. Le noyau du JSOC regroupe la Force Delta, le SEAL de la marine, le *24ème Special Tactics Squadron* de l'armée de l'air, le *160th Special Operations Aviation Regiment* de l'armée et le *75 Ranger Regiment*.

Le caractère dangereux de la JSOC s'est manifesté en décembre 2001, dans les montages de Tora Bora où, dans les nuits du 13 et 14 décembre, JSOC a tué tant de forces ennemies qu'il a fallu enlever les cadavres des combattants d'Al-Qaïda par camions le lendemain. Mais elle a aussi commis des fautes : le 1er juillet 2002, dans ce que la *Rand Corporation* a qualifié « *la pire attaque dévoyée de toute la guerre* » une équipe de reconnaissance de la JSOC à la poursuite de Résistants est tombée dans une embuscade. Un AC 130 a tiré sur six sites dans le village de Kakarak ; tuant des centaines de civils. « *L'incident du mariage* » du nom qui lui a été donné parce que ceux qui assistaient à ce mariage ont été pris pour cible a convaincu les Afghans que les forces américaines n'avaient aucun respect pour la vie des civils.

Il n'empêche que, le 16 septembre 2003, Rumsfeld a signé un ordre renforçant la position du JSOC comme centre mondial du contre-terrorisme, et établissant une liste de 15 pays et les activités permises selon certains scénarii avec les approbations préétablies pour les appliquer. En Irak et en Afghanistan, il n'y avait pas besoin d'autre accord pour toute action contre Al-Qaïda. Dans d'autres pays, comme l'Algérie, l'Iran, la Malaisie, le Mali, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la Somalie et la Syrie- les forces du JSOC devaient requérir l'accord tacite du pays concerné ou au moins un blanc seing des hauts échelons de la chaîne de commandement. Aux Philippines, par exemple, le JSOC pouvait entreprendre une action psychologique pour confondre ou piéger les agents d'Al-Qaïda, mais avait besoin d'une approbation de la Maison Blanche pour toute action mortelle...

A l'automne 2003, le JSOC eut un nouveau commandant qui désirait en faire l'arme la plus efficace de l'arsenal du contre-terrorisme des Etats-Unis. De son perchoir de vice-directeur des opérations de l'Etat-Major, Mc Chrystal en était venu à croire qu'au plus niveau du gouvernement, on détestait prendre des décisions. Personne ne voulait avoir tort, aussi posait-on plus de questions ou ajoutait-on des procédures au processus.

Mc Chrystal se devait donc de « *se glisser hors du trou* » de l'administration suffocante de Washington. Il déménagea son quartier général dans la base de Balad à 60 kms de Bagdad et s'installa dans un vieil hangar avec trois centraux de communications : un pour combattre les affiliés à Al-Qaïda, un autre pour les extrémistes chiïtes dans le pays et un troisième pour lui-même pour contrôler toutes les opérations. (...)

Aucune guerre moderne n'est gagnée simplement par l'élimination mathématique de l'ennemi

Tuer l'ennemi était le morceau le plus facile, grâce aux immenses moyens technologiques, mais le trouver ne l'était pas. Mais grâce à Roy Apseloff, directeur du Centre National pour l'Exploitation des Médias, l'agence gouvernementale US pour l'analyse des documents saisis par la communauté du renseignement et les militaires, JSOC put recueillir un nombre considérable d'informations....

L'autre défi était d'origine humaine : les interrogateurs étaient mal formés et ignoraient tout de leurs détenus, ne sachant quelle question poser, comment les poser efficacement... Avant même que les photos sur Abu Ghraib n'apparaissent en 2004, un rapport confidentiel avertissait que des éléments du JSOC battaient les prisonniers et les détenaient dans des endroits secrets. Lorsqu'ils ne trouvaient pas les hommes dans les maisons fouillées, ils emmenaient les femmes, les mères et les filles. Le rapport concluait au caractère contreproductif de ces méthodes pour obtenir le soutien des Irakiens.

Une autre enquête sur le JSOC, en 2004, réalisée sur une période de quatre mois montra que les interrogateurs ne fournissaient aux prisonniers que de l'eau et du pain ; d'autres prisonniers étaient entassés dans des cellules si peuplées qu'ils ne pouvaient ni se tenir debout ni se coucher tandis que leurs gardiens jouaient de la musique à haut volume pour les priver de sommeil. D'autres encore étaient déshabillés, trempés dans de l'eau froide et ensuite interrogés dans des pièces à air conditionné ou dehors dans le froid. ...

Le caractère dangereux du JSOC ressort du nombre de morts qu'il fit. En 2008, en Afghanistan seul, ses commandos ont frappé 550 cibles et fait à peu près un millier de morts. En 2009, ils ont exécuté 464 opérations et tué de 400 à 500 personnes. Lors de la descente de l'Irak dans le chaos, à l'été 2005, JSOC conduisait 300 raids par mois....Mais si tuer signifie gagner la guerre, le livre sur le JSOC pourrait être écrit. Or, aucune guerre moderne n'est gagnée simplement par l'élimination mathématique de l'ennemi. Même à une époque d'armes « intelligentes » les accidents surviennent qui peuvent entraîner des reculs politiques majeurs.

Chaque raid du JSOC qui a blessé ou tué des civils, détruit leur maison ou leur source de revenus est devenu source de plaintes si lourdes que leurs effets contreproductifs, jusqu'à ce jour, sont difficiles à évaluer. Le taux de précision dans la cible visée (*individu, maison, business*) est pour le JSOC de seulement 50%, ce qu'il considère comme un bon score...

Lors des raids les plus durs, Mc Chrystal s'est souvenu de la description de Lawrence d'Arabie des « cercles de chagrin » ou le choc émotionnel ressenti par des petits groupes de combattants devant les morts. Fortement influencé par la vie de Lawrence, Mc Chrystal a vu dans ses troupes, des forces tribales des temps modernes : dépendantes les unes des autres pour la survie et l'attachement...

... Le Département à la Défense a assigné au JSOC un plus grand rôle dans un domaine non militaire, dont celui de suivre le flux de fonds des banques internationales vers les réseaux terroristes. Il l'a aussi engagé dans des « opérations psychologiques » rebaptisées « opérations militaires d'information » et a envoyé des petites équipes de JSOC en habits civils dans les ambassades US pour les aider dans leurs campagnes en direction des médias.

Lors de son arrivée à la Maison Blanche, Obama a chouchouté l'organisation et s'en est servi plus que son prédécesseur. En 2010, il a secrètement dirigé des troupes du JSOC au Yémen pour éliminer les chefs d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe. Le Printemps arabe a obligé la Maison Blanche à différer certaines opérations du JSOC.

Mais en dehors de réseaux terroristes, l'ennemi de longue date du JSOC reste en fait la bureaucratie à Washington...

Dana Priest et William M. Arkin (*Washington Post* - 2/9/11) -

Version intégrale : « *Top Secret America : The Rise of the New American Security State* » par Dana Priest et William M. Arkin

Traduction (*extraits*) : Xavière Jardez

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/top-secret-america-a-look-at-the-militarys-joint-special-operations-command/2011/08/30/gIQAvYuAxJ_story.html

Livre:

http://www.amazon.fr/Top-Secret-America-American-Security/dp/0316182214/ref=sr_1_1?s=english-books&ie=UTF8&qid=1316365642&sr=1-1

<http://www.france-irak-actualite.com/>

4 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Guerres américaines au P-O en dix ans : 225 000 morts et 3700 milliards de \$.

Les guerres que les Etats-Unis ont provoqué depuis le 11-Septembre ont causé la mort d'au moins 225 000 personnes et entraîné un coût d'au moins 3700 milliards de dollars, selon une étude américaine publiée cette semaine par l'université Brown.

Les chercheurs, dirigés par les Pr Neta Crawford et Catherine Lutz, se sont penchés sur les guerres en Irak, en Afghanistan ainsi que sur la campagne 'anti-terroriste' menée au Pakistan.

Selon eux, "une estimation extrêmement prudente du bilan des victimes directes de ces guerres s'élève à ce stade à 225 000 morts et environ 365 000 blessés".

Le nombre de soldats tués est ainsi de 31 741 selon ce rapport, dont environ 6000 Américains, 1200 soldats alliés, 9900 Irakiens, 8800 Afghans, 3500 soldats pakistanais ainsi que 2300 membres de sociétés militaires

privées

Une majorité de victimes civiles

Les civils paient le plus lourd tribut: 172 000 morts (125 000 Irakiens, 35 000 Pakistanais et 12 000 Afghans).

Les chercheurs n'évaluent en revanche qu'entre 20 000 et 51 000 le nombre total d'résistants éliminés.

Quelque 168 journalistes et 266 travailleurs humanitaires ont par ailleurs été tués depuis que les Etats-Unis se sont engagés dans ces pays dans la "guerre contre le terrorisme".

Ces conflits ont engendré un flot massif de réfugiés et de personnes déplacées de plus de 7,8 millions de personnes, surtout en Irak et en Afghanistan.

Le coût cumulé de ces guerres est faramineux si l'on en croit cette étude: au minimum 3700 milliards de dollars, ce qui représente le quart de la dette américaine.

02/07/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=21686&cid=13&fromval=1&frid=13&seccatid=15&s1=1>

4-2 Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût

"Première question : les Etats-Unis d'Amérique pourraient-ils vivre sans que quelque guerre n'alimentât, surtout en temps de crise économique, leur puissant système militaro-industriel ?

Seconde question (ingénument rhétorique) : que pourraient faire les Etats-Unis d'Amérique s'ils destinaient les colossales ressources économiques utilisées pour les guerres à leurs problèmes sociaux ?

Questions qui surgissent à la lecture de l'étude produite par l'Université Brown de Providence, dans le Rhode Island, de la prestigieuse chaîne universitaire *Ivy-league*. On peut se reporter pour ce faire au site de l'université : « *Cost of war, 250.000 lives and up to £4 trillion* »^[i] et sur le site du quotidien londonien *The Independent*, qui y a consacré hier un article, synthétisé ainsi : « La guerre au terrorisme s'apprête à dépasser le coût de la seconde guerre mondiale ».

Le coût total pour l'Amérique (!? pour les Etats-Unis d'Amérique, NdT), des guerres post-11 septembre contre l'Irak et l'Afghanistan, et des opérations militaires corrélées au Pakistan (genre l'Opération Jeronimo contre *-le présumé, NdT- Ben Laden*), est en voie, étant donné qu'elles ne sont pas encore finies, de dépasser les 4 trillions de dollars (4 mille milliards)". Suite en pièce jointe ; j'ai traduit cet article surtout pour les chiffres rapportés, dont on peut penser qu'ils sont loin d'exagérer le coût réel (surtout dans l'estimation du nombre de victimes civiles) de ces guerres.

Maurizio Matteuzzi

<http://www.legrandsoir.info/guerres-de-merde-rebellion.html>

Voir aussi un très bel article dans *Le Grand Soir* : **Guerres de merde (Rebellion)** par Collectif « **Luciano Romero Molina** ».

"Dans ce qui est appelé « missions internationales », ceux qui meurent ce sont ceux d'en bas, les pauvres types, les moins que rien.

Deux soldats colombiens sont morts en Afghanistan cette semaine, l'un sous l'uniforme de l'armée espagnole et l'autre sous l'uniforme de l'armée impériale des Etats-Unis ».

[i] NdT : voir exactement : <http://news.brown.edu/pressreleases/2011/06/warcosts> et, ne serait-ce que pour quelques photos, qu'on ne voit jamais, de dévastations de la guerre à Bagdad :

<http://costsofwar.org/>

4-3 Paul Craig Roberts : Comment l'empire va survivre : Washington va t'il fomenter une guerre entre la Chine et l'Inde ? Quelle est la solution de Washington à la montée en puissance de la Chine ?

La réponse pourrait bien être d'impliquer la Chine dans une guerre nucléaire avec l'Inde.

La mise en scène de la fausse mort de Ben Laden dans un raid commando qui a violé au passage la souveraineté du Pakistan a été vendue au président Obama par le complexe militaro-industriel comme étant un moyen de le faire remonter dans les sondages.

Le raid fut couronné de succès à redorer le blason d'Obama. Mais son véritable objectif était de cibler le Pakistan et de lui montrer que les Etats-Unis contemplaient de l'envahir afin de faire rendre gorge à ce pays d'avoir soi-disant caché Ben Laden en voisin de l'académie militaire pakistanaise.

La position des néo-conservateurs ainsi que celle grandissante de l'armée américaine, est que les Résistants ne peuvent être vaincus et conquis que si l'OTAN élargit le théâtre des opérations militaires au Pakistan, où ces Résistants auraient de soi-disant sanctuaires protégés par le gouvernement pakistanaise, qui prend l'argent américain mais ne fait pas ce que les américains lui disent de faire.

Le Pakistan a reçu la menace 5 sur 5 et s'est dépêché de courir au pied de la Chine.

Le 17 Mai, le premier ministre pakistanais Yousaf Raza Gilani, alors qu'il était en partance pour la Chine, déclara que "la Chine était le meilleur ami du Pakistan et celui en qui il avait le plus confiance". La Chine a bâti un port au Pakistan dans la ville de Gwadar, qui est proche de l'entrée du détroit d'Hormouz. Ce port pourrait devenir une base navale chinoise sur la Mer d'Arabie.

Raza Rumi écrivit le 4 Juin dans dans le "Pakistan Tribune" que lors d'une récente allocution à l'université nationale de la défense du Pakistan, l'ambassadeur pakistanais aux Etats-Unis, Hussein Haqqani, demanda aux officiers militaires s'ils pensaient que la plus grande menace pour le Pakistan venait de l'intérieur, de l'Inde ou des Etats-Unis. Une majorité des officiers répondirent que les Etats-Unis étaient la plus grande menace pour le pays. La Chine, préoccupée avec l'Inde, l'autre géant asiatique qui monte en puissance, a manifesté la volonté de s'allier avec le Pakistan. De plus, la Chine ne veut pas des américains sur ses frontières, ce qui serait là précisément où les troupes américaines seraient en cas d'un conflit américain ouvert au Pakistan. Ainsi, la Chine a montré son mécontentement avec la menace des Etats-Unis sur la Pakistan et a conseillé à Washington de respecter la souveraineté nationale du Pakistan, ajoutant même que toute attaque contre le Pakistan serait une attaque contre la Chine.

Je ne pense pas que l'ultimatum chinois fut rapporté et commenté dans la presse états-unienne, mais cela fut largement diffusé dans la presse indienne. L'Inde est préoccupée par la Chine qui défend le Pakistan. L'ultimatum chinois est important, car il représente un ultimatum du même niveau que ceux qui furent émis avant la première et la seconde guerre mondiale. Avec ce niveau d'implication de la Chine envers le Pakistan, Washington va maintenant essayer de se sortir de cette confrontation en y substituant l'Inde. Les Etats-Unis ont été serviles à l'Inde, l'encensant de la manière la plus éhontée, incluant le sacrifice de nombreux emplois américains. Récemment, les Etats-Unis ont fait une vente massive d'armement à l'Inde, une recrudescence de la coopération militaire américano-indienne ainsi que des exercices militaires conjoints. Washington imagine que les Indiens, qui furent si naïfs pendant des siècles vis à vis des britanniques, seront également naïfs à propos de la "cité dorée sur la colline" qui amène "la liberté et la démocratie au monde" en écrasant, massacrant et en détruisant. Tout comme les britanniques et la France de Sarkozy, les politiciens indiens vont se retrouver à faire les quatre volontés de Washington. Le temps que l'Inde et la Chine réalisent qu'elles ont été manipulées vers une destruction mutuelle par les américains, il sera alors trop tard pour l'une ou l'autre d'abandonner.

Avec la Chine et l'Inde éliminées, il ne reste plus que la Russie qui est déjà encerclée par un anneau de bases de missiles américaines et isolée de l'Europe par l'OTAN, qui inclut maintenant d'anciens membres de l'ex-empire soviétique. Un grand pourcentage de la jeunesse russe admire les Etats-Unis pour sa "liberté" (ils savent si peu) et détestent l'état "autoritaire" russe, qu'ils voient comme une continuation de l'ancien état soviétique. Ces "Russes internationalisés" se rangeront du côté de Washington, forçant plus ou moins Moscou à capituler. Comme le reste du monde, à l'exception de quelques parties de l'Amérique du Sud, fait déjà partie de l'empire américain, la capitulation de la Russie provoquera un glissement de la puissance américaine sur l'Amérique du Sud. Chavez sera renversé et si les autres ne suivent pas le mouvement, plus serviront d'exemples. Le seul moyen de stopper l'empire américain est pour la Chine et la Russie de réaliser ce danger et de former une alliance indestructible qui rassure l'Inde, d'arriver à faire sortir l'Allemagne de l'OTAN et de défendre l'Iran. Autrement, l'empire américain prévaudra sur l'ensemble du monde. Le dollar US deviendra la seule monnaie globale et donc les Etats-Unis s'épargneront la dépréciation par le change de la monétarisation de leur dette. L'or et l'argent deviendront des propriétés interdites, comme le deviendront les armes personnelles et un grand nombre de publications, livres, incluant la constitution des Etats-Unis d'Amérique.

[Paul Craig Roberts](#)

Dr. Paul Craig Roberts était l'assistant secrétaire au trésor de l'administration Reagan (secrétaire d'état aux finances chez nous), éditeur associé au Wall Street Journal, Senior Research Fellow de la Hoover Institution, Stanford University, il tint la chaire William E. Simon Chair de Politique Economique, Center for Strategic and International Studies, Georgetown University.

Il est l'auteur et le co-auteur de neuf livres et a témoigné devant des commissions d'enquête du congrès américain en trente différentes occasions.

12 juin 2011,

[Comité Valmy](#)

Article original en anglais : [How the Empire will Prevail : Will Washington Foment War Between China and India ?](#)
Traduction : Résistance 71

Pakistan.

Généralités.

Nom officiel du pays : République islamique du Pakistan.

Création : fondé le 14 août 1947, le Pakistan entretient des relations très tendues avec l'Inde depuis sa création en raison, notamment, du partage entre ces deux pays du territoire du Cachemire.

Pays limitrophes : Chine, Inde, Iran, Afghanistan.

Superficie : 803 000 km².

Nombre d'habitants : 163 902 000 (estimation pour 2007).

Démographie

Population (estimation INED, en millions) 157,9

Composition de la population (en %) Pendjabis (50 %), Sindis (15 %), Pathans (Pachtounes, 15 %), Mohajirs (immigrés d'Inde au moment de la partition et leurs descendants, 8 %), Baloutches (5 %), autres (7 %).

Population urbaine 34 %. Principales villes : Karachi (9,2 millions d'habitants), Lahore (5 millions), Faisalabad (1,9 million), aggl. Islamabad-Rawalpindi (1,4 million).

Densité (hab./km²) 198,4

Espérance de vie (années) 62,9

Fécondité (nombre moyen d'enfants/femme) 4,27

Taux d'alphabétisation (%) 44

Croissance démographique annuelle (%) 2,0

Nom des habitants : Pakistanais.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Langues : ourdou et anglais.

Monnaie : roupie pakistanaise.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Arme de destruction massive : le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, à l'instar de l'Inde (puissances nucléaires de fait [les cinq autres puissances nucléaires officielles étant la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie]).

Nature de l'État : république à régime parlementaire.

Chef d'État : Asif Ali Zardari (né le 21 juillet 1956 à Nawabshah, Pakistan), élu président du Pakistan le 6 septembre 2008.

Veuf de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto (1953-2007).

Chef du gouvernement : Yousaf Raza Gilani (né en 1952 à Karachi, Pakistan).

Constitution : adoptée en 1973. Révisée en avril 1997 et en décembre 2003. La Constitution, suspendue le 15 octobre 1999 suite au coup d'État du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999. Chef de l'état-major, Musharraf s'est proclamé chef de l'exécutif. Il a créé un Conseil de sécurité nationale (8 personnes), organe exécutif suprême.

En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Parlement islamique (Assemblée nationale, 237 membres élus pour 5 ans au suffrage universel, 20 sièges réservés à des femmes et 10 à des non-musulmans ; et Sénat, 87 membres élus pour 6 ans par les assemblées provinciales) a été dissolu par Musharraf le 15 octobre 1999. Cependant, les partis politiques ont été maintenus

Partis au pouvoir : Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League, PML-Q), Parti du peuple pakistanais (PPP, social-démocrate). Autres partis : Jamaat-i-Islami (JI, Alliance démocratique islamique, fondamentaliste sunnite).

Muttahida Majlis-e-Amal (MMA, alliance de six partis religieux islamiques, dont le principal parti est le Jamaat-i-Islami).

Muttahida Qaumi Movement (MQM, ex-Mohajir Qaumi Movement, parti des musulmans venus d'Inde lors de la partition, en 1947 ; formation dirigée depuis Londres).

Adhésions supranationales : OMC (Organisation mondiale du commerce), OCI (Organisation de la conférence islamique), IDB (Banque interaméricaine de développement), ADB (Banque pour le développement de l'Asie). Le pays est composé de 4

Provinces : Pendjab, Sind, Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest (NWFP) et Baloutchistan, chacune dotée d'une Assemblée. Il existe également 2 Territoires : les Zones tribales (FATA, autonomes, situées dans la NWFP, mais en relation directe avec Islamabad) et le Territoire de la capitale. Le Pakistan administre également une partie du Cachemire, l'Azad Kashmir, le "Cachemire libre", et les Territoires du Nord. Le Pakistan revendique la région du Cachemire de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire. En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'Etat du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth en mai 2004 après cinq ans d'exclusion..

<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/pakistan>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/article/Le%20Pakistan%20:%20un%20pays%20en%20guerre%20et%20en%20faillite./1010250>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*